Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance

nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 20 (1932)

Heft: 380

Artikel: L'idée recule...: pas de femmes dans les commissions scolaires du

canton de St-Gall

Autor: E.Gd.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-260703

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 28.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DIRECTION ET RÉDACTION

MIle Emilie GOURD, Crêts ADMINISTRATION

Mile Marie MICOL, 14, rue Micheli-du-Crest Compte de Chèques postaux I. 943 Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

ORGANE OFFICIEL

des publications de l'Alliance nationale de Sociétés féminines suisses

ABONNEMENTS

ANNONCES Fr. 5.

La ligne ou son espa-

40 centimes ÉTRANGER . . 8.-

mero . • 0.25 Reduc ins p annoncs répétes abnoncents garent de l'éjanvier. À parir de juiller, il est a abnoncents de 6 mois (3 fc.) valables pour le samestre de Le numéro .

Au-dessus de tout. il faut placer la dignité humaine. L'Economique doit ceder devant le Social; le Matériel doit céder devant le Spirituel. Albert THOMAS.

L'Idée recule...

Pas de femmes dans les Commissions scolaires du canton de St-Gall

Nos lecteurs savent que le Grand Conseil saint-gallois avait été saisi d'un projet de loi reconnaissant aux femmes... quoi? le droit d'être conseillère d'Etat? députée? conseillère municipale?... oh! que non pas. Cela est bon pour d'autres pays que le nôtre, pour des pays où la collaboration des hommes et des femmes pour le bien commun s'affirme chaque jour davantage, comme l'ont prouvé les deux frappantes cartes géographiques de l'Europe publiée dans notre précédent numéro; pour des pays auxquels les grands hommes d'Etat de nos minuscules pseudo-démocraties cantonales pensent dans leur for intérieur avec le sentiment béatement satisfait de notre indiscutable supériorité politique. Ce que prévoyait tout simplement le projet saint-Nos lecteurs savent que le Grand Conseil que prévoyait tout simplement le projet saint-gallois, c'était l'éligibilité pour les femmes dans les Commissions scolaires, soit le droit pour elles d'être élues dans les organes qui s'occupent uniquement de problèmes pédago-giques et d'administration scolaire.

giques et d'administration scolaire.

Comme ce progrès révolutionnaire a déjà été réalisé dans cinq cantons suisses en tout cas (Bâle, Berne, Genève, Neuchâtel et Vaud), (dont les femmes n'ont pas perdu toute grâce et toute décence depuis qu'elles siègent dans ces Commissions); comme un des arguments favoris des artiféministes est que la femme étant essentiellement faite pour se consacrer à son rôle d'éducatrice, elle manquerait à tous ses devoirs en s'occupant de nolitique, yous ses devoirs en s'occupant de nolitique, yous ses devoirs en s'occupant de politique, vous auriez juré en toute sécurité, n'est-ce pas, lec-teurs ? qu'en bonne et claire logique, ce projet teurs ? qu'en bonne et claire logique, ce projet serait voté par le Grand Conseil saint-gallois. Eh bien ! vous auriez perdu votre pari, puisque ce Grand Conseil, se déjugeant du vote favorable émis par lui en premier débat l'automne dernier, a rejeté allègrement, l'autre jour, la réforme qui lui était proposée. A dire vrai, l'élément dominant de ce rejet semble avoir été la disposition qui veut que toute modification constitutionnelle (car à Saint-Gall, il ne s'agit pas moins que de reviser la Constitution pour ouvrir à une femme la porte d'une Commission scolaire!) soit votée à la majorité absolue. Ce chiffre, soit 87 voix, n'avant pas été atteint, la réforme a 87 voix, n'ayant pas été atteint, la réforme a sombré.

Nous disons toute notre sympathie aux suffragistes saint-galloises qui s'étaient donné mille peines pour faire triompher ce projet et qui, naturellement, ont été par surprise, ces messieurs ayant voté cette lumineuse décision au moment où l'on ne s'y attendait pas, et sans que les préparatifs nécessaires aient pu être faits. Peut-être aussi, cessaires aient pu etre faits. Peut-etre aussi, comme le remarque notre confrère, le Schw. Frauenblatt, n'aurait-il guère valu la peine de mettre en branle toute la lourde machine d'une votation populaire pour une si mince d'une votation populaire pour une si mince avance, et est-il préférable de réserver ce gros effort pour un progrès plus marqué? à quoi nous répondrons que, vu, d'autre part, la mentalité actuellement régnante chez nous, c'est peut-être davantage par étapes successi-ves de tous petits progrès que nous habituerons les hompes nos frêtes à votes perticipation. les hommes, nos frères, à notre participation à la vie publique. Mais peut-être peut-on dire aussi, et sans faire d'ironie, que le rejet de cette mesure dont le bon sens et la simplicité crevaient les yeux, est chose si parfaitement ridicule et grotesque à notre époque, en cette Europe où nous serons bientôt les seules à être tenues pour d'incapables mineures, que l'échec saint-gallois aura l'avantage imprévu de stimuler et de vivifier notre mouvement suffragiste. A quelque chose, malheur est bon...

E. GD.

Ce que les Hitlériens pensent des femmes et du féminisme.

Pour rassurer ceux qui craignent que le mouvement féministe n'apporte un appui aux doc-trines d'extréme-droite, et ne contribue de la sorte à la désorganisation politique d'un pays, nous pu-blions ci-après quelques extraits de journaux hitlériens qui se passent de commentaires:

« Le type de femme-servante de l'Allemand actif ou du soldat est mille fois le plus précieux et le plus agréable.»

« L'Empire allemand de l'avenir considérera « L'Empire altemand de l'avenir considerera la femme sans enfants, qu'elle soit mariée ou non, comme un membre sans valeur de la communauté. Par conséquent, l'adultère de l'homme qui a eu comme conséquence la naissance d'enfants ne doit pas être considéré comme adultère par la loi. »

«On privera la femme de son droit de vote parce qu'elle n'en a plus besoin.»

« Le mouvement national-socialiste a l'opinion que la femme au Parlement est manifestation désagréable de l'époque libé-

« Il est clair que l'influence continuelle de la femme dans l'Etat est le commence-ment d'une décadence certaine. »

Et ainsi de suite.

Lire en 2me page:

J. GUEYBAUD: Les suffragistes françaises et les élections.

« Hominisme. » Les femmes et les partis politiques.

En 3me et 4me pages:

Dora Schmidt: La XVI® Conférence Internatio-nale du Travail (suite et fin.) Antoinette Quinche: Une victoire féministe en Roumanie. Programme du XIVe Cours de Vacances suf-

H. Z.: Le pastorat féminin dans les Grisons. Autour de la Conférence du Désarmement.

En feuilleton:

Jeanne Vuilliomenet: Cinq romancières an-glaises. Katherine Mansfield. (Fin.)

Figures féminines: Eugénie Pradez; Margarete Andronikow-Wrangell.

Nos artistes exposent...



Les Femmes et la Société des Nations

Contre la traite des femmes

Comme tout Comité qui se respecte, le Co-nité de la S. d. N. contre la traite des fem-mes, qui s'est réuni le mois dernier à Genève, a débuté dans son activité en prenant con-naissance d'un bon nombre de rapports. Rap-port du Secrétariat d'abord sur l'état des trayaux, soit notamment sur les nouvelles adhé-sions de gouvernements à la Convention de 1921 contre la traite des femmes; rapports 1921 contre la tratte des femmes; rapports des gouvernements eux-mêmes — du moins de ceux qui veulent bien envoyer régulièrement des rapports — sur les cas de traite dont ils ont eu à s'occuper, et qui, pour la seule année 1930, dépassent le millier¹: ce

¹ II ne s'agit ici que des cas de traite officiel-lement poursuivis par les gouvernements; car une organisation privée, l'Association juive pour la protection des femmes et des jeunes filles, a déclaré, dans son rapport à la S.d. N., s'être oc-cupée à elle seule en une année de 1849 cas!



Mme CURIE et sa fille Irène, qui collabore à ses recherches scientifiques.

qui montre le danger qu'il y aurait à relâcher la vigilance à cet égard; rapports des organi-sations bénévoles ayant à leur programme la lutte contre la traite et représentées à ce Conutic contre la traite et representees a ce Comité, parani lesquels nous relèverons surtout ceux de M^{me} Curchod, au nom de l'Union Internationale des Amies de la Jeune Fille, et de M^{me} Avril de Sainte-Croix au nom de six grandes Associations féminines. M^{me} Curchod a notamment indiqué combien, et en dépit des difficultés économiques actuelles, se que des se de se depit des difficultes economiques actuelles, les «œuvres des gares» et les «foyers» se sont multipliés, au cours de cette dernière année, en particulier dans les pays battes, en Roumanie et en Yougoslavie. Deux nouveaux bureaux de placement ont été créés, l'un à Strasbourg, l'autre à Berne, ce dernier spécia-Strasbourg, l'autre à Berne, ce dernier spécialement en vue du placement en Grande-Bretagne; un bureau social d'information a été
organisé aux Pays-Bas, en relation avec l'œuvre des agentes à la gare d'Amsterdam, et un
bureau de renseignements dans l'Afrique du
Nord. Me Avril a mentionné les efforts faits
par les Associations féminines, pour obtenir
la ratification de la Convention de 1923 pour
faire accepter là où il n'existe pas encore un
service d'agentes de police, pour soutenir les
œuvres de relèvement et de rééducation des
prostituées mineures; ces organisations se sont
également prononcées à une écrasante majorité contre le rapatriement obligatoire des
prostituées, sur lequel nous reviendrons plus
loin.
Parmi les questions qui, en plus de ces-

loin.

Parmi les questions qui, en plus de cesrapports, figuraient à l'ordre du jour des
travaux du Comité, il en est qui ont donné
lieu à des discussions longues et animées. Cefut notamment le cas des amendements aux
Conventions internationales de 1910 et de 1921 contre la traite des femmes; et comme

toujours le principe de l'abolition de la réglementation de la prostitution constitua le point crúcial des débats. Ceux-ci s'engagèrent d'abord à propos de l'élimination dans le texte des Conventions de la limite d'âge: on sait en effet qu'actuellement la traite n'est-considérée dans ces Conventions comme un délit en elle-même que lorsque ses victimes sont mineures, ou que, lorsque les victimes étant majeures, ou que, lorsque les victimes étant majeures, les traitants ont fait usage de fraude ou de violence à leur égard; si les victimes majeures sont consentantes (comment le snit-on?), le traitant échappe aux sauctions. C'est cette lacune qu'il s'agissait de combler, selont la proposition déjà formulée l'an dernier au Comité, et ce fut ce à quoi s'employèrent activement les membres abolitionnistes du Comité, contre les réserves et les objections de ceux qui représentent une les objections de ceux qui représentent une conception vieillie de la lutte contre l'immo-ralité. Finalement, la résolution suivante fut adoptée, qui marque un progrès notoire réa-lisé par la session de cette année du Comité contre la traite:

Le Comité de la traite des femmes et des

Ayant pris connaissance des réponses des gouvernements concernant la suppression de la limite d'âge dans les Conventions de 1910 et de 1921,

de la limite d'age dans les Contentions de 1910 et de 1921, Considérant que la traite des femmes est toujours et en toutes circonstances un acte profondément immoral et antisocial, Considérant que l'expérience a démontré que l'impunité dont bénéficie la traite des femmes majeures consentantes est une entrave à la répression efficace de la traite des mineures, Emet l'avis que la traite des femmes majeures doit être punie, même si les victimes sont consentantes, et prie le Conseil d'intervenir auprès des gouvernements en ue d'obtenir les modifications nécessaires dans les Conventions précitées.

